

Charles Michel se projette déjà dans la suédoise 2

La rentrée parlementaire a été l'occasion pour Charles Michel de vanter le travail accompli par la coalition fédérale, un an après son arrivée à la tête du gouvernement. Une prestation évidemment applaudie dans les rangs de la ma-

ajorité et démontée par l'opposition. Mais il est une chose sur laquelle une majorité des députés s'accordent : le discours de Charles Michel prépare le terrain pour une suédoise 2. Une projection dans l'avenir qui fait déjà polémique. ■

Charles Michel, 1 an, et des accents de suédoise 2

GOVERNEMENT Le Premier ministre s'exprime à la Chambre après un an aux affaires, sur l'air : « On travaille bien, ce n'est qu'un début. » Vraiment ?

► Coup de sonde mardi à la Chambre.

► Marghem : « Il faut plus de cinq ans pour redresser le pays. »

► Laaouej : « Michel ne peut plus espérer qu'une chose : repartir avec la N-VA. »

Dans la majorité, ils trouvent son discours plutôt bon voire génial pour les fans ; dans l'opposition, ils le jugent insatisfaisant voire nul pour les impitoyables, mais la plupart d'entre eux s'entendent sur ceci : Charles Michel a des accents de suédoise II.

Interrogés à chaud dans les couloirs de la Chambre, après la prestation du chef de gouvernement à la tribune, des parlementaires projettent favorablement la coalition dans le futur, sur le thème : « Pour achever le travail, il faudra plus qu'une législature » ; les autres, dans l'opposition, le faisant, eux, pour s'en inquiéter et agiter l'épouvantail : « Au secours, la droite revient ! »

Le partage des rôles. Toujours est-il que lorsque Charles Michel déclare : « Nous sommes sur le bon chemin, nous devons poursuivre », beaucoup entendent « après 2019 ». De même, lorsqu'à propos de la quête de compétitivité, il affirme : « Nous

franchissons un cap historique », la plupart se disent qu'on ne convoque pas l'« histoire » pour si peu, une législature. Quant à son « obsession », dit-il, « de créer les conditions pour plus d'emplois dans notre pays », on imagine qu'elle est de longue durée. En somme, la majorité inédite serait appelée à se reproduire, pour le meilleur ou pour le pire. A l'issue de la séance, les commentateurs s'entrechoquent mais convergent...

Marie-Christine Marghem (MR), ministre de l'Énergie, s'avance : « Voir des gens qui travaillent ensemble avoir envie de poursuivre, c'est logique. La suédoise n'est pas une parenthèse contrairement à ce que d'aucuns ont pu croire. Pour redresser le pays, il faudra plus de cinq ans. On a abattu un gros boulot déjà, mais les politiques doivent s'inscrire dans le long terme pour porter leurs fruits. C'est cela le cercle vertueux. »

A deux pas, des Ecolo n'excluent pas que « tout cela dure au-delà d'une législature ». Muriel Gerkens : « Moi, je crois que Charles Michel est dans ce trip-là. » Benoît Hellings : « Ils disent bien que des mesures entreront en vigueur en 2019 seulement, tout au bout de la législature, une manière de laisser entendre une suite... »

Retour, en face, à la majorité suédoise, avec Denis Ducarme, chef de groupe MR, qui renvoie

la balle dans le camp des rouges : « C'est un gouvernement qui a un cap, des perspectives au moins jusqu'à 2019, puis l'électeur décidera. Mais il est clair qu'à voir Di Rupo préparer le "Grand Soir" avec le PTB, donc la lutte des classes, la confrontation, il faudra prendre attitude sur la suite des événements en temps et en heure... »

« Changement de paradigme »

Allô, Raoul Hedebouw ? Le porte-parole du PTB est dans le ton : « Le gouvernement applique une thérapie de choc, il lui faut plus d'une législature pour imprimer sa marque, et provoquer un changement de paradigme au plan socioéconomique, nous faire basculer à droite. C'est son but, comme c'est en train de se produire partout à l'échelle européenne, avec Charles Michel en parfait relais pour la Belgique. »

Ahmed Laaouej (PS) verrait bien lui aussi Charles Michel continuer... à « se coucher » : « Il est clair qu'après avoir renié comme il l'a fait ses promesses électoralistes sur tous les plans, socialement mais aussi sur la défense des francophones - prenez Linkebeek -, il a brûlé en un an tous ses vaisseaux, et qu'il ne peut donc plus espérer qu'une chose : repartir avec la N-VA... »

Catherine Fonck, pour le CDH, s'interroge concrètement : « Potentiellement, oui, ce gouvernement se projette au-delà de la

législature, et c'est peut-être cela qui était consigné dans les fameux cahiers Atoma dont on a tant parlé dans les médias lors des négociations pour la formation du gouvernement... »

Meryame Kitir, cheffe de groupe SPA, exorcise : « Un deuxième gouvernement de droite ? Pas si vite ! L'électeur décidera et, j'en suis convaincue, les gens ne sont pas fous. » La socialiste flamande s'interroge au passage sur la place du CD&V dans cette coalition où les chrétiens-démocrates, soutient-elle, n'obtiennent rien sur le registre social. De là à les voir virer de bord et barrer une suédoise II...

Eric Van Rompuy, parlementaire CD&V, douche tout le monde : « Il reste quatre ans, après, nous verrons. Quelle sera l'attitude de la N-VA ? Reviendra-t-elle avec des revendications communautaires, et le confédéralisme ? Et le MR ? Les sondages ne sont pas bons en Wallonie, il lui faudra plus que 22 % ou 23 % pour tenter de rééditer l'expérience... Cela dit, le CD&V ne songe pas à une alternative avec les socialistes - d'ailleurs, le SPA baisse dans les sondages - même si la majorité en place n'est pas notre coalition rêvée pour les dix prochaines années... » Décodez : le CD&V balance. Droite ? Gauche ? Suédoise ? Oui ? Non ? ■

DAVID COPPI

Le refrain du Premier ministre

« DÉTERMINÉ »

Sur les bancs de l'opposition on parle d'« *autosatisfaction* » et/ou d'« *atonie* ». Certes, Charles Michel n'enflamme pas l'hémicycle – soyons de bon compte : ses prédécesseurs non plus. Mais quel contraste, tout de même, par rapport à l'an dernier, lorsque le tout frais Premier ministre peinait à se faire entendre. Point de chahut, cette fois. Parce que l'opposition a compris qu'il ne servait à rien de hurler pour se faire entendre. Mais aussi parce que Charles Michel a pris de l'assurance comme chef du gouvernement. Le Wavrien la puise dans le chemin parcouru, « *le travail gigantesque réalisé en un an* ».

V.L.A.

« JOBS »

A dire trois fois très vite : « *jobs, jobs, jobs* ». Le Premier ministre a compris que la formule passait bien, il ne s'en lasse pas, assumant son « *obsession* ». Si tous les champs d'action fédéraux (ou presque) ont été passés en revue, le cœur de son discours était socioéconomique, avec des accents volontaristes. « *L'économie belge est sur la bonne voie mais les signaux positifs ne sont pas encore structurels.* » « *Pas de triomphalisme, freine-t-il donc, mais de l'action.* » Avec une priorité absolue : le soutien à la création d'emplois. Un objectif que l'allègement de la fiscalité sur le travail annoncé/confirmé ce week-end doit permettre d'atteindre, estime le Premier ministre. Qui y voit le meilleur moyen de renforcer la protection sociale. Au passage, Charles Michel ne se prive pas de défendre le flanc « *social* » de son gouvernement, allant jusqu'à dire que « *jamais aucun autre gouvernement n'a autant taxé le capital* » – c'est le seul moment où l'opposition, hilare, a « *chahuté* » l'intervention.

V.L.A.

« PROMESSE »

A plusieurs reprises, lorsqu'il évoque le tax shift, Charles Michel y va d'une « *promesse tenue* » retentissante. Il fait bien sûr allusion à l'accord de gouvernement, mais on sent que c'est aussi l'ex-président du MR qui parle. Faut-il rappeler que le Mouvement réformateur a fait campagne sur la réforme de l'IPP, les baisses de charges, le soutien aux PME et aux indépendants ? Autant d'éléments constitutifs du virage fiscal amorcé ce week-end par la majorité suédoise. Jamais le ton ne se fait aussi enthousiaste que lorsque Charles Michel évoque les 1.752 euros supplémentaires par an que recevront, promet-il, les bas salaires à la fin de la législature. Ou encore les baisses de charges, « *historiques* » pour les patrons, et les 580 millions dédiés aux PME et indépendants, « *partenaires pour la prospérité* ». Des annonces sur lesquelles le MR devrait allégrement (tenter de) capitaliser, dans les prochains mois, pour convaincre au-delà son électorat fidèle.

V.L.A.

« HISTORIQUE »

Le Premier ministre n'a pas hésité à parsemer son discours du qualificatif *historique*. Le mot est accolé à la réforme de l'impôt des personnes physiques, au « *pas franchi* » avec la baisse des cotisations patronales, au handicap salarial « *qui ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir du passé* ». Autant de raisons qui font dire à Charles Michel que le gouvernement « *est sur le bon chemin et va maintenir le cap* », et plus encore que la « *majorité, solide et unie, va poursuivre, ensemble, sur la voie entamée* ». Et là, même si ce n'est bien sûr pas dit explicitement, on ne peut s'empêcher de voir au-delà de 2019... Comme un écho aux déclarations de ces derniers jours, notamment de Jan Jambon, n'excluant pas un Michel II... Un message perçu comme tel par plus d'un député (lire ci-contre).

V.L.A.

« CONFIANCE »

Charles Michel a subtilement profité de cet exercice imposé pour parer, sans le dire, certaines attaques. Prouvant par là que la première phrase de son intervention : « *La lucidité est la première condition pour prendre de bonnes décisions* », lui était aussi destinée... L'opposition s'inquiète de ne pas recevoir les tableaux budgétaires ? « *Distribués ce matin.* » La même dénonce les fausses promesses ? Le Premier ministre distille des simulations, à l'euro près, de l'impact de la réforme fiscale. Les Régions déplorent le manque de concertation ? Charles Michel l'appelle de ses vœux... non pas sur le tax shift, mais bien en matière d'énergie ou de lutte contre les nuisances aériennes. Et de relancer un concept quelque peu négligé ces derniers mois : la loyauté fédérale. Le Premier ministre se dit même « *convaincu qu'au-delà des rapports de forces, chacun fera sa part pour coopérer de manière sereine et constructive* ». Un passage rédigé en néerlandais mais lu en français, message aux ministres-présidents francophones, lesquels sont pour l'heure tous en Pologne avec le couple royal. Les syndicats qui se sentent négligés ne sont pas tout à fait oubliés, mais réduits à portion congrue : la concertation sociale a droit à deux phrases en tout et pour tout. Les 100.000 personnes ayant manifesté mercredi dernier ? Charles Michel énumère les revalorisations de l'enveloppe « *bien-être* ». Charles Michel reconnaît même implicitement le manque de confiance (envers lui et son gouvernement) dont témoignent inlassablement tous les sondages. « *Notre projet doit faire revivre l'espoir, renforcer la confiance. Les premières décisions n'étaient pas faciles à prendre. Nous devons mieux expliquer. Nous devons mieux convaincre.* »

V.L.A.

Absence remarquée, comme on dit, mardi matin à la Chambre pour la prestation du Premier ministre : celle de son porte-parole, Frédéric Cauderlier. Qui avait été « *rappelé à l'ordre* » par Charles Michel la veille (le locataire du « *Seize* » avait souligné : « *La liberté de la presse doit être absolue* »), cela après la polémique avec la RTBF pour son attitude en marge d'un reportage réalisé à l'occasion de la visite en Belgique du président turc Recep Erdogan il y a quelques jours (lire nos précédentes éditions). Les images ont fait le tour du web, l'affaire a fait grand bruit et atteint « *humainement* », dit-on, le protagoniste : mis en cause, avec sa collaboratrice, Frédéric Cauderlier a préféré prendre un petit peu de recul, du moins éviter de se replonger illico dans le bain bouillant politico-journalistique. Zen. (D.Ci)

Elio lit Richard

A la Chambre mardi, on a pu voir Elio Di Rupo muni d'un livre : *Esthétique imaginiste*, publié récemment, et signé Richard Miller, député MR, patron du Centre Jean Gol (le centre d'études libéral-réformateur), conseiller communal à Mons. Qui nous dit : « *Je lui ai offert le bouquin avant la séance, je l'offre aux gens que j'aime bien, donc à Elio, voilà. Et, au fait, on a pu parler ensemble de l'après-Mons 2015.* » C'est simple, parfois, la vie politique. (D.Ci)

Kris fait ce que Charles dit

Le Premier ministre a annoncé que « *l'impact des dernières mesures fiscales et économiques* » sera analysé par le Bureau du Plan et la Banque nationale. Kris Peeters a envoyé un courrier mari au Bureau du Plan lui demandant d'évaluer, notamment, les conséquences en matière d'emploi ou de pouvoir d'achat des mesures prises. (V.La.)